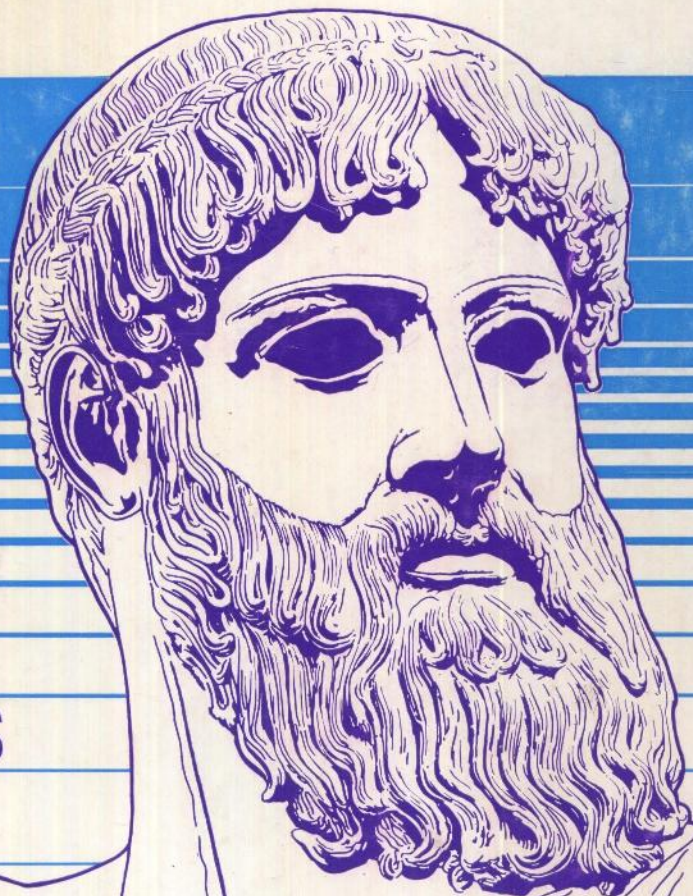


DROIT E. LANGAVANT **DE LA MER**

**CADRE INSTITUTIONNEL ET MILIEU MARIN
(océanologie-pollution)**



**EDITIONS
CUJAS**

E. LANGAVANT

Professeur à la Faculté de Droit
— Université de Lille II —

Droit de la mer

Le cadre institutionnel

Le milieu marin

(océanologie - pollution)

Df 297 (1) J

5114 $\frac{1}{4}$

CENTRE UNIVERSITAIRE
DE TIZI-OUZOU
BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE

ÉDITIONS CUJAS

4, 6, 8, rue de la Maison-Blanche
PARIS

Table des matières

INTRODUCTION	7
Les différents aspects du droit de la mer.....	7
A - La publicisation du droit maritime	9
B - La remise en cause du droit de la mer	11
C - Les aspects mondialistes de la matière	16

PREMIÈRE PARTIE / LE CADRE INSTITUTIONNEL

TITRE I / LE CADRE INTERNATIONAL

CHAPITRE I / LA RÉNOVATION DU DROIT DE LA MER. LA III ^e CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES.....	25
<i>Section I / L'enjeu de la Conférence.....</i>	26
§ 1. Les revendications du Tiers Monde	26
§ 2. La position défensive des pays industrialisés.....	29
<i>Section II / Genèse et déroulement de la Conférence.....</i>	31
§ 1. De la proposition de Malte à la Charte des Fonds marins de 1970	31
§ 2. Le travail de la Conférence	33
A - L'organisation intérieure	33
B - Les procédures d'adoption	34
§ 3. Les sessions	36
A - Le forum de Caracas (1974)	36
B - Une session silencieuse (Genève, 1975).....	37
C - La révision des projets (New York, 1976).....	38

D - Une session trop hâtive (New York, 1976).....	39
E - Le texte de négociation composite officieux (New York, juin 1977)	40
F - Enlisement ou affrontement (Genève et New York, 1978)	40
<i>Section III Les obstacles</i>	41
§ 1. Les oppositions	42
A - Contradiction sur le rôle de l'autorité internationale	42
B - Contradiction entre l'affectation à l'humanité et l'appropriation nationale	43
C - Opposition entre commerce et richesses.....	44
§ 2. Evaluation des probabilités d'application.....	45
 CHAPITRE II / L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU COMMERCE MARITIME	 49
<i>Section I L'organisation libérale des grandes nations maritimes</i>	49
§ 1. Le Comité maritime international	50
§ 2. Les conférences maritimes et la régulation de la concurrence	51
§ 3. Les principes européens de concurrence face aux problèmes maritimes.....	54
<i>Section II Participation du Tiers Monde et protectionnisme</i>	56
§ 1. Les objectifs	57
§ 2. Les organes de participation	59
A - La Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED).....	59
B - La Commission des Nations Unies pour le Développement du Commerce international (CNUDCI).....	60
§ 3. Les réalisations : la moralisation des conférences.....	61
 CHAPITRE III / L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA SÉCURITÉ MARITIME : L'OMCI	 63
<i>Section I Création et caractères</i>	63
Institution spécialisée des Nations Unies	65
Institution intergouvernementale.....	65
A caractère consultatif	66
<i>Section II Structure administrative</i>	67
§ 1. Les organes délibérants	67
A - L'Assemblée	67
B - Le Conseil	66

§ 2. Les organes techniques	69
A - Le Comité de la Sécurité maritime	69
Les problèmes de sa composition	69
Mission et pouvoirs	72
B - Les organes subsidiaires	73
Le Comité juridique	73
Le Comité de la Simplification des Formalités...	73
Le Comité pour la Protection du Milieu marin..	73
Le Comité de la Coopération technique.....	74
<i>Section III L'activité de l'OMCI.....</i>	75

TITRE II / LES STRUCTURES MARITIMES FRANÇAISES

<i>Section I La place administrative de la marine.....</i>	79
§ 1. Historique	79
§ 2. La Rénovation des structures.....	81
A - Les activités traditionnelles	81
B - Les activités nouvelles	82
<i>Section II La structure actuelle.....</i>	84
§ 1. Les instruments de la politique de la mer	84
§ 2. La Direction générale de la Marine marchande.....	85
A - Les directions	85
B - Les organes consultatifs	86
C - Les services extérieurs	89

DEUXIÈME PARTIE | LE MILIEU MARIN

CHAPITRE I / LA CONNAISSANCE DU MILIEU : L'OCÉANOLOGIE.....	95
<i>Section I La recherche scientifique marine.....</i>	95
§ 1. Définition et caractères	95
§ 2. Le régime juridique de la recherche	96
§ 3. Le statut du matériel scientifique en milieu marin.....	100
<i>Section II La collaboration océanologique internationale.....</i>	102
§ 1. Les prémisses	102
A - Les pionniers	102
B - La prise de conscience de l'ONU	103
C - La Décennie internationale des Océans	104

§ 2. L'épanouissement : la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO.....	104
A - Organisation	105
B - La collaboration au plan européen.....	107
C - La coopération bilatérale	108
<i>Section III Politiques et organisations nationales de recherche océanologique</i>	109
§ 1. L'organisation française	109
A - Structure actuelle	110
B - Les moyens	112
§ 2. La recherche océanologique à l'étranger.....	114
CHAPITRE II / LE MAINTIEN DU MILIEU	121
Les sources de la pollution	121
Les caractères de la pollution	122
<i>Section I La réaction de la communauté internationale face à la pollution..</i>	124
§ 1. Le faible apport des Conventions de Genève	125
§ 2. L'œuvre de l'ONU	126
A - L'intervention de l'Assemblée générale des Nations Unies.....	126
B - La défense de l'environnement	127
Conférence de Stockholm 1972	127
Devoir des Etats	128
Nouvelle réglementation internationale	129
Règle concernant la responsabilité et l'indemnisation des dommages	130
C - Devant le Comité des Fonds marins.....	130
D - Le contenu du TNCO	131
Les droits des Etats	131
§ 3. Les réalisations des organisations techniques	133
A - L'OMCI	133
B - L'œuvre des autres institutions des Nations Unies..	135
§ 4. La politique européenne de l'environnement	135
<i>Section II La prévention de la pollution volontaire : les polices.....</i>	137
§ 1. La réglementation du rejet d'hydrocarbures par les navires-citernes	138
A - La Convention de Londres de 1954	139
B - La Convention de Londres de 1973	139
§ 2. Les Conventions sur l'immersion des produits industriels..	140
A - La Convention de Londres de 1972	140
B - Les accords régionaux	141

§ 3. Immersion des déchets nucléaires	144
A - Le rôle de l'Agence internationale pour l'Energie atomique	145
B - Le contrôle de l'Euratom	146
C - Le contrôle de l'Agence pour l'Energie nucléaire...	147
<i>Section III La réparation de la pollution accidentelle.....</i>	147
§ 1. Les accidents de navires à propulsion nucléaire.....	149
A - Caractères de la responsabilité	150
B - Caractères et mise en œuvre de la réparation.....	152
C - Portée de la Convention	153
§ 2. Les accidents des navires pétroliers.....	154
A - Convention de Bruxelles de 1969	154
B - Le complément de réparation	157
Le système volontariste : les accords professionnels	157
Le système institutionnel : le Fonds international d'Indemnisation	158
Son double objectif.....	159
Son financement	160
Son organisation.....	160
§ 3. La pollution due à l'exploitation <i>off shore</i>	161
CHAPITRE III / LES CARACTÈRES DU MILIEU MARIN.....	165
<i>Section I Caractère ouvert à tous : les droits des Etats sans littoral...</i>	165
§ 1. Accès à la mer et à la navigation.....	167
A - Reconnaissance sur mer du pavillon des Etats enclavés	167
B - Le droit d'accès à la mer et de transit.....	167
C - L'apport des Conventions de Genève de 1958....	168
D - Le GATT et la Convention sur le droit de transit de 1965	168
E - Etat de la question devant la III ^e Conférence.....	170
§ 2. Accès aux richesses marines	171
A - Leur participation aux fonds marins	171
B - Leurs réactions devant le partage des océans.....	172
<i>Section II La mer ouverte dans toute son étendue : de l'usage pacifique de la mer</i>	173
§ 1. La pratique des Etats	173
§ 2. La question de la légalité des essais nucléaires.....	178
A - Discussion doctrinale.....	178
a / Thèse de la proscription	178
b / Thèse de la légalité	178

B - La faiblesse du droit positif	180
<i>a</i> / Renvoi de la Conférence de Genève	181
<i>b</i> / Textes onusiens et indifférence de la France....	182
<i>c</i> / Indépendance de la France face à la CIJ.....	183
<i>d</i> / Commentaires et appréciations	186
§ 3. La dénucléarisation du milieu	189
A - Les traités d'interdiction générale	189
<i>a</i> / L'interdiction des essais nucléaires, Moscou, 1963	189
<i>b</i> / Dénucléarisation des fonds marins, février 1971.	190
B - Dénucléarisation partielle en surface	192
<i>a</i> / Les propositions	192
<i>b</i> / De quelques réalisations	193
<i>Section III Du caractère libre de la mer</i>	196
§ 1. Les distinctions à opérer	196
§ 2. Genèse et évolution du principe	197
§ 3. L'érosion du principe : les nouvelles compétences de l'Etat côtier	201
<i>a</i> / Le déclin de la liberté d'exploitation.....	201
<i>b</i> / Les atteintes à la liberté de navigation	202

